

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC) :

Les bailleurs de fonds et le Conseil de Sécurité des Nations unies doivent agir pour remédier à la situation humanitaire catastrophique dans l'Est du pays, alerte Oxfam International

New York / Nairobi / Dakar / Paris – Alors que le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) va se pencher dans les prochains jours sur le **renouvellement du mandat de la MONUC¹**, Oxfam International a appelé aujourd'hui la communauté internationale à ne pas relâcher ses efforts dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) et à continuer de fournir aux civils la protection et l'assistance humanitaire dont ils ont besoin dans cette région.

Depuis un an, on compte **425 000 civils nouvellement déplacés** dans la province du Nord Kivu. Aux combats incessants dans la région Est du pays, sont venus s'ajouter de nombreux cas de **malnutrition, maladies, viols et décès** – un an à peine après le tournant historique des élections démocratiques, considérées comme le premier pas concret vers la résolution du conflit.

Un soutien fort et continu de la communauté internationale demeure nécessaire. Sans un tel soutien, les quelques progrès réalisés ces dernières années risquent d'être anéantis, entraînant de nouveaux conflits meurtriers.

« **Le mois de décembre 2007 est crucial** pour les civils de la province Est de la RDC, en raison de deux échéances décisives : le renouvellement, par le Conseil de Sécurité, de la mission des Nations unies pour le maintien de la paix dans le pays (MONUC) ; et le lancement du Plan d'Action humanitaire 2008 de l'ONU (le 11 décembre) », rappelle Nicolas VERCKEN, responsable de plaidoyer à Oxfam France – Agir ici.

L'augmentation de l'aide humanitaire en RDC avait été saluée en 2007, bien que les montants annoncés ne représentaient que 64% de la somme nécessaire. Le plan d'action 2008 répondra à des **besoins humanitaires colossaux** à travers le pays, et les bailleurs de fonds devront être à la hauteur du défi qui leur est lancé afin de répondre à ces besoins.

Le mandat de la MONUC sera probablement renouvelé. Cependant, s'agissant de **la mission de maintien de la paix la plus coûteuse des Nations unies** (budget annuel : 1 milliard de dollars), il est indispensable de **garantir un financement équivalent à son mandat actuel**. Les Etats Unis, le Japon, l'Allemagne et la Chine font partie des bailleurs de fonds les plus importants. Par ailleurs, les casques bleus originaires de plusieurs pays – dont le Bangladesh, l'Inde, l'Uruguay et l'Afrique du Sud – nécessitent d'être mieux formés, mieux préparés, et de façon plus systématique. Ils ont également besoin d'améliorer leur communication avec les populations locales, en vue de renforcer leurs capacités à protéger les populations civiles des conflits et de la violence – en particulier les femmes, victimes de viols systématiques et à grande échelle.

¹ Le mandat actuel de la MONUC arrive à échéance au 31 décembre 2007 et le vote d'une nouvelle résolution est prévu pour le 19 décembre.

Nicolas VERCKEN : « Il est également urgent que la communauté internationale, dont les bailleurs de fonds et la MONUC, continue de soutenir **une réforme urgente de la sécurité en RDC**. Sans cela, le gouvernement sera dans l'incapacité de garantir la sécurité de ses citoyens sur le long terme dans des zones comme le Nord-Kivu, actuellement déchiré par la guerre. »

« Au cours de la dernière décennie, il y a eu plus de 4 millions de morts, victimes de guerres cruelles dans ce pays. Aujourd'hui, plus de 1,3 millions de personnes déplacées ne peuvent toujours pas rentrer chez elles. Or, **il est du devoir de la communauté internationale d'aider l'Etat congolais à assurer la protection de sa population et, par conséquent, d'assurer le financement d'effectifs qualifiés et en nombre suffisant.** »

- FIN -

CONTACT PRESSE

Interviews et photos :

Aldine FURIO / afurio@oxfamfrance.org / **01 56 98 24 45** ou **06 86 92 93 30**

NOTES AUX REDACTIONS

Photos

Oxfam International lance ce soir à New York² une exposition photographique intitulée "Personnes déplacées : invisibles victimes du conflit en RDC". Cette exposition, qui rassemble des clichés du photographe Nabil Elderkin, dépeint l'extraordinaire résilience des personnes déplacées dans la province du Nord-Kivu.

Photos à consulter en ligne (basse définition) : <http://nabilphotography.com/oxfam/finalprint.zip>

Informations sur la République démocratique du Congo (RDC)

La MONUC est la plus grande opération onusienne de maintien de la paix actuellement déployée, avec plus de 18 000 casques bleus. LA RDC est un des plus vastes pays africains, équivalent à la superficie de l'Europe de l'Ouest. Ce qui donne un effectif moyen de un casque bleu pour 140 kilomètres carrés.

La RDC a connu la guerre de 1998 à 2003 mais l'insécurité perdure depuis à l'Est du pays. On estime à 4 millions le nombre de civils morts suite à ce conflit, la majorité d'entre eux ayant succombé à la suite de maladies bénignes qui n'ont pu être soignées du fait de la dégradation des services de santé dans les zones de conflit.

Ce que doit faire le Conseil de Sécurité de l'ONU

- Maintenir la force actuelle de la MONUC pour protéger les populations civiles du niveau alarmant d'insécurité et d'exactions ; maintenir l'usage de cette force pour la protection des civils mais, dans le même temps, profiter de la révision du mandat pour améliorer l'efficacité opérationnelle de la MONUC.

² Disposée dans l'immeuble de l'Assemblée générale des Nations unies jusqu'à la fin de l'année 2007.

- Lier de manière explicite la stratégie de retrait, à long terme, de la MONUC, à l'observation de progrès visibles dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité, à commencer par la réduction nette des exactions commises par les forces de sécurité elles-mêmes et par l'établissement d'une capacité *a minima* des secteurs militaire, policier et judiciaire à défendre les populations des menaces externes et internes.
- S'assurer que, là où elle est actuellement présente, la MONUC donne priorité à la protection des civils ; qu'elle fournisse aux casques bleus une définition plus claire de cette protection, une assistance plus opérationnelle et de meilleurs outils pour traduire le concept de protection en actions concrètes sur le terrain, incluant une communication accrue avec les populations civiles.
- Assurer le nouveau gouvernement congolais du soutien sans réserve de la MONUC aux récents processus et institutions démocratiques, ainsi que pour la protection et la promotion des droits de l'homme ; offrir un soutien stratégique et opérationnel au nouveau gouvernement souverain, dans la lutte contre l'exploitation illégale des minerais et contre le commerce illégal des armes.
- Concentrer les efforts internationaux sur la recherche de solutions aux causes structurelles de ce conflit de longue date, sans quoi l'action militaire ne pourra apporter qu'un sursis à court terme.

Oxfam International en RDC

Oxfam International, par l'intermédiaire de ses affiliés, est présente en RDC depuis les années soixante et travaille aujourd'hui dans huit provinces du pays : Province Orientale (Ituri, Haut-Uélé) ; Nord-Kivu ; Sud-Kivu ; Maniema ; Bas-Congo ; Bandundu ; Equateur et Kinshasa.

A l'Est du pays, Oxfam International dispense une assistance d'urgence, qui comprend l'accès à l'eau et à l'assainissement, ainsi que la promotion de la santé publique en faveur de plus de 300 000 personnes déplacées.

Les programmes à plus long terme menés au niveau national comprennent l'éducation, les moyens de subsistance, le dialogue intercommunautaire et la réconciliation, la participation politique et citoyenne, ainsi que la réintégration des réfugiés et à la réinsertion des rebelles.

CONTACT PRESSE

Interviews et photos :

Aldine FURIO / afurio@oxfamfrance.org / 01 56 98 24 45 ou 06 86 92 93 30